

Mali : pour une action internationale résolue et concertée

I. SYNTHÈSE

En l'absence de décisions rapides, fortes et cohérentes aux niveaux régional (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest, Cedeao), continental (Union Africaine, UA) et international (Nations unies) avant la fin de ce mois de septembre, la situation politique, sécuritaire, économique et sociale au Mali se détériorera. Tous les scénarios sont encore ouverts, y compris celui d'un nouveau coup d'Etat militaire et de troubles sociaux dans la capitale, aboutissant à une remise en cause des institutions de transition et à un chaos propice à la propagation de l'extrémisme religieux et de la violence terroriste au Mali et au-delà. Aucun des trois acteurs qui se partagent le pouvoir, le président intérimaire Dioncounda Traoré, le Premier ministre Cheick Modibo Diarra et le chef de l'ex-junte, le capitaine Amadou Sanogo, ne dispose d'une légitimité populaire et d'une compétence suffisantes pour éviter une crise plus aiguë. Le pays a urgemment besoin de la mobilisation des meilleures compétences maliennes au-delà des clivages politiques et non d'une bataille de positionnement à la tête d'un Etat qui risque de s'écrouler.

Près de six mois après le coup d'Etat qui a renversé le président Amadou Toumani Touré (ATT) et l'abandon par l'armée malienne des trois régions administratives du Nord à des groupes armés – les indépendantistes touareg du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) et les islamistes d'Ançar Eddine, du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et d'al-Qaeda au Maghreb islamique (AQMI) –, aucun pôle de l'Etat malien n'a pu donner une direction claire à la transition politique et formuler une demande précise et cohérente d'assistance à la communauté internationale pour reprendre le contrôle du Nord, qui représente plus de deux-tiers du territoire. Les six prochains mois seront déterminants pour la stabilité du Mali, du Sahel et de toute l'Afrique de l'Ouest, tant les facteurs de risque sont nombreux et les déficits de leadership à tous les niveaux de prise de décision ont jusque-là été patents.

Les messages du rapport de Crisis Group de juillet 2012 sur le Mali sont toujours d'actualité. Il ne s'agit pas de s'opposer au principe d'une action militaire dans le Nord. Le recours à la force sera vraisemblablement nécessaire

pour neutraliser les groupes armés à vocation transnationale qui combinent terrorisme, jihadisme et trafics de drogue et d'armes et pour restaurer l'intégrité territoriale de l'Etat malien. Mais l'usage de la force doit être impérativement précédé d'un travail politique et diplomatique visant à isoler les questions qui concernent les antagonismes communautaires entre Maliens, le mode de gouvernance politique et économique du Nord, la gestion de la diversité religieuse, de celles qui relèvent de la sécurité collective de l'espace sahélo-saharien. Ce n'est pas l'armée malienne et les forces de la Cedeao qui pourront s'attaquer aux flux de combattants et d'armes entre la Libye fragmentée et le Nord-Mali à travers le Sud algérien et/ou le Nord du Niger. Le rétablissement d'une sécurité minimale et durable au Nord-Mali ne peut être envisagé, en particulier, sans une implication claire des responsables politiques et militaires algériens.

A l'issue de la réunion consacrée à la sécurité dans le Sahel prévue le 26 septembre, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York, les acteurs maliens, leurs partenaires africains et non africains et les Nations unies doivent préciser les actions qu'ils s'approprient à entreprendre et clarifier les objectifs minimaux à atteindre d'ici mars 2013.

Le président et le Premier ministre doivent :

- constituer immédiatement un groupe informel de taille restreint composé de personnalités maliennes, de préférence retirées de la scène politique, disposant d'une compétence spécifique et d'une expérience avérée dans les domaines de la sécurité intérieure, de l'administration du territoire, de l'organisation des élections, de la décentralisation, de la médiation intercommunautaire et des relations internationales, en particulier de la diplomatie de voisinage, afin d'aider le gouvernement à la définition d'une stratégie globale de sortie de crise.

Les dirigeants de la Cedeao doivent :

- reconnaître les limites de l'organisation aussi bien dans le domaine de la médiation que dans celui de la planification d'une mission militaire au Mali et travailler désormais étroitement avec l'Union africaine et surtout les Nations unies qui sont mieux habilitées à répondre aux défis posés par une crise qui menace la paix et la sécurité internationales.

Le Conseil de sécurité des Nations unies et des Etats membres représentés lors de la réunion sur le Sahel doivent accorder leur soutien au secrétaire général afin de :

- ❑ nommer un envoyé spécial du secrétaire général pour le Sahel et mettre à sa disposition les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission, qui doit se focaliser sur le rapprochement des positions des pays membres de la Cedeao, des pays du champ (Algérie, Mauritanie, Niger et Mali) et des pays occidentaux ;
- ❑ renforcer la présence de l'ONU au Mali pour aider le gouvernement de transition à résister à la crise économique et sociale, à affiner une feuille de route crédible visant la restauration de l'intégrité territoriale du pays et l'organisation d'élections transparentes dans les meilleurs délais et à préserver l'Etat de droit en collectant des informations précises sur les violations des droits de l'homme commises au Sud (Bamako et Kati notamment) comme au Nord ;
- ❑ entreprendre, de concert avec l'UA et la Cedeao, une mission en vue de la réconciliation au sein de l'armée malienne, afin de prévenir un nouveau coup de force aux conséquences imprévisibles.

Les partenaires extérieurs du Mali, en particulier l'Union européenne (UE) et les Etats-Unis doivent :

- ❑ soutenir l'effort de reconstitution des forces de défense et de sécurité maliennes, dans le sens d'un renforcement de leur cohésion, de leur discipline et de leur efficacité dans le but d'assurer la sécurité au Sud, de constituer une menace crédible de recours à la force au Nord et d'être capables de participer à des actions ciblées contre les groupes terroristes ;
- ❑ contribuer à la préservation de l'économie malienne et de l'emploi par une reprise rapide de l'aide extérieure afin de ne pas contribuer à une explosion sociale qui ne pourra qu'aggraver la crise politique et humanitaire ;
- ❑ répondre favorablement aux demandes d'aide humanitaire d'urgence aux populations civiles durement affectées par la crise au Mali et dans tout le Sahel, formulées depuis plusieurs mois par les Nations unies et qui n'ont jusque-là pas suscité une mobilisation à la hauteur de la gravité de la situation.

II. L'ATTELAGE POLITICO-MILITAIRE FRAGILE DE BAMAKO ET KATI

Le président intérimaire Dioncounda Traoré, particulièrement impopulaire, ne tient son fragile pouvoir que de la Cedeao et de son statut de remplaçant constitutionnel du président déchu.¹ Les espoirs nés de son retour au pays après son séjour médical prolongé en France et un discours rassembleur prononcé le 29 juillet 2012 sont totalement retombés. Il a perdu la main rapidement au profit du Premier ministre Cheick Modibo Diarra, qui semblait pourtant très affaibli fin juillet.² Nommé en vertu de l'accord-cadre signé le 6 avril, ce dernier s'est solidement accroché à son poste et a en partie échappé au contrôle de ceux qui ont contribué à sa nomination, en particulier le Burkina Faso, médiateur choisi par la Cedeao. Malgré la volonté de l'organisation régionale de le voir partir fin juillet, Modibo Diarra s'est maintenu et a eu la haute main dans la formation du second gouvernement de transition, un gouvernement d'union nationale de 31 personnes qui n'est pas très différent de l'équipe précédente. Annoncé le 20 août, il inclut dix-huit des ministres en poste auxquels se sont ajoutés des représentants issus des principaux blocs politiques.³

Le Premier ministre avait fermement indiqué qu'il n'entendait pas démissionner, qu'il ne devait pas son poste au président intérimaire mais à l'accord-cadre négocié par la Cedeao, et il a montré clairement qu'il était prêt à se battre pour s'imposer comme un nouvel acteur clé de la scène politique.⁴ Il s'appuie d'une part sur le rejet réel de l'ensemble des acteurs politiques des vingt dernières années par les populations désabusées par la façade démocratique et l'ampleur de la corruption au cœur de l'Etat, et donc sur son image d'homme « neuf » qui commence sa carrière politique après un parcours international brillant comme scientifique. Il s'appuie aussi sur ses réseaux familiaux, en particulier celui de l'ancien président, le général Moussa Traoré, dont il est le gendre.⁵ Il s'appuie enfin, et cela génère davantage d'inquiétude à Bamako, sur une alliance de circonstance avec les associations islamiques réunies

¹ Le présent briefing s'inscrit dans la suite du dernier rapport de l'International Crisis Group sur le Mali. Pour une description des développements politiques, militaires et sécuritaires au Mali depuis le début de la rébellion au Nord en janvier 2012 et une analyse détaillée de la crise multidimensionnelle que traverse le pays, voir le rapport Afrique N°189 de Crisis Group, *Mali : éviter l'escalade*, 18 juillet 2012.

² Entretiens de Crisis Group, acteurs politiques, diplomates, chercheurs, Bamako, 9-15 septembre 2012.

³ Ibid.

⁴ Entretiens de Crisis Group, acteurs politiques, diplomates, Bamako, 10, 12, 13, 14 septembre 2012.

⁵ Entretiens de Crisis Group, diplomates et officier supérieur malien, Bamako, 10, 11, 12 septembre 2012.

sous l'étendard du Haut Conseil islamique (HCI) et des figures religieuses.⁶ Ce que beaucoup considèrent à Bamako comme une immixtion croissante du religieux dans le politique s'est traduite par la création d'un nouveau ministère des Affaires religieuses et du culte.⁷

Le capitaine Amadou Haya Sanogo ne dispose plus de titre officiel mais représente toujours les clans de l'armée qui contrôlent l'appareil militaire et sécuritaire, donc la capacité de répression, depuis le coup d'Etat. La ville-garnison de Kati, à une quinzaine de kilomètres de Bamako, qui abrite ce qui reste d'armes, de munitions et d'équipements des forces maliennes après la débâcle militaire dans le Nord, est un pôle incontournable du pouvoir qui échappe aux autorités civiles de transition. Le capitaine Sanogo a compris les messages de la communauté internationale sur la nécessité pour lui de se retirer de la scène politique visible et de faire profil bas.⁸ Compte tenu des graves violations des droits de l'homme dont les putschistes se sont rendus coupables, Sanogo et les autres responsables de l'ex-junte se savent exposés à des lendemain judiciaires compliqués. Mais les officiers subalternes et les sous-officiers de l'ex-junte font aussi face à la colère des hommes de rang qui n'ont que faire des considérations politiques, des injonctions internationales et des mises en garde sur le respect des droits de l'homme.⁹

La survie physique de Sanogo dépend de sa capacité à honorer les promesses faites aux soldats, notamment quant aux primes et autres avantages, tandis que sa survie comme acteur durable de la transition dépend de son aptitude à afficher un respect formel des autorités civiles et à se rendre indispensable dans le processus de restructuration

⁶ Outre le Haut Conseil islamique (HCI) présidé par Mahmoud Dicko qui a organisé un rassemblement de masse dans un grand stade de Bamako le 12 août, où des messages de soutien au Premier ministre ont été entendus, ce dernier entretient de bonnes relations avec le Cheick Sharif Mohamed Ould Cheicknè Hamala Hamaoula, plus connu sous l'appellation de « Cherif de Nioro », un érudit à l'autorité spirituelle. Entretiens de Crisis Group, diplomates, 10 et 12 septembre, Bamako. Voir aussi « Mali : grand meeting du Haut conseil islamique pour discuter de la crise politique », RFI, 12 août 2012.

⁷ Entretiens de Crisis Group, acteurs politiques maliens, diplomates, chercheurs, Bamako, 10-13 septembre 2012.

⁸ Il n'est réapparu à la télévision publique malienne le 10 septembre pour affirmer qu'il était en parfait accord avec le président Traoré après la polémique et la cacophonie nées de la diffusion de la lettre de requête d'assistance militaire adressée par le président intérimaire à la Cedeao. Un « porte-parole » du capitaine, qui n'aurait pas été mandaté par ce dernier, avait déclaré que l'armée était opposée à la demande d'assistance militaire à la Cedeao telle que formulée dans la lettre du président Traoré. Entretiens de Crisis Group, diplomates et membre du gouvernement malien, Bamako, 10 et 11 septembre 2012.

⁹ Entretiens de Crisis Group, diplomates, Bamako, 10 et 13 septembre 2012.

et de rééquipement de l'armée. Sanogo n'est qu'un représentant de la partie de l'armée qui a renversé l'ancien président ATT et écarté les généraux et autres officiers qui étaient aux commandes. Les officiers supérieurs qui représentent les intérêts de l'armée au sein du gouvernement actuel rendent des comptes à leurs camarades de Kati mais les rapports de force au sein même des meneurs du putsch et de ceux qui les ont rejoints lorsque la mutinerie s'est muée en prise du pouvoir, sont très précaires.¹⁰ Hors de la junte, les mécontents au sein de l'armée, écartés et humiliés par les hommes de Kati, sont aussi nombreux. La répression sanglante de la tentative de contre-coup présumée des « bérêts rouges » fidèles à l'ancien président, le 30 avril dernier, a aussi laissé des séquelles.¹¹

Si le président intérimaire et même le Premier ministre ne semblent pas particulièrement populaires, après des mois d'immobilisme et de promesses sans lendemain, le capitaine Sanogo et son groupe de Kati ne semblent plus inspirer confiance à la partie de la population qui a cru pendant un moment que le coup d'Etat était la solution au problème du laxisme et de la corruption des dernières années du régime d'ATT.¹² La perception des militaires par les citoyens à Bamako est déterminée par leur appréciation de l'attitude de l'armée par rapport à la reconquête du Nord, projet fédérateur d'une opinion publique choquée par la facilité avec laquelle les rebelles touareg et les islamistes armés se sont emparés des régions de Gao, Tombouctou et Kidal. Le sentiment d'humiliation né de l'amputation du territoire national est très fort et ceux qui croyaient à la possibilité et à la volonté des hommes de Sanogo de partir au combat pour laver l'affront ont de plus en plus de doutes sur le courage de leur armée, même purgée des anciens généraux.¹³

Les arguments de l'absence d'armes et de moyens logistiques pour partir à l'offensive dans le Nord convainquent peu, même si le blocage des cargaisons d'armes commandées par le Mali dans le port de Conakry en Guinée, manifestement par une décision politique non officielle de la Cedeao,¹⁴ permet à l'armée malienne de détourner partiel-

¹⁰ Entretiens de Crisis Group, diplomates, officiers supérieurs, Bamako, 11 et 15 septembre 2012.

¹¹ Entretiens de Crisis Group, haut fonctionnaire et chercheurs, Bamako, 13 et 15 septembre 2012. Voir aussi « Mali : Les forces de sécurité ont fait "disparaître" 20 personnes et en ont torturé d'autres », Human Rights Watch, 25 juillet 2012.

¹² Entretiens de Crisis Group, résidents de Bamako, 9-15 septembre 2012.

¹³ Entretiens de Crisis Group, résidents de Bamako, 9-15 septembre 2012.

¹⁴ Le blocage d'armes et d'équipements commandés par le Mali, pays sans accès à la mer, dans le port de Conakry en République de Guinée, sur une injonction de la Cedeao, est à l'origine de vives protestations à Bamako aussi bien de la part des autorités civiles et militaires que de celle des populations ordinaires. Un chauffeur de taxi interrogé par Crisis Group a spontanément

lement la colère populaire vers les pays voisins et l'organisation régionale. De l'avis même de hauts responsables civils et militaires maliens, une des conséquences de la mauvaise gestion des recrutements dans l'armée depuis des années, caractérisée par le laxisme et le clientélisme, est qu'un grand nombre de soldats n'ont jamais imaginé qu'ils pourraient se retrouver un jour sur un champ de bataille.¹⁵ Une partie des militaires seraient prêts à aller combattre au Nord, une fois rééquipés, mais rien n'indique qu'ils soient majoritaires.

III. DES RISQUES DE TOUS ORDRES

La fragilité de l'attelage politique et institutionnel, les divisions profondes de la classe politique organisée en différentes coalitions instables¹⁶ et les équilibres précaires au sein de l'armée ne sont pas les seuls facteurs qui font douter de la possibilité pour l'Etat de se remettre sur pied et de se doter d'une stratégie politique et militaire, soutenue par la communauté internationale, pour reconquérir le territoire. Les blocages politiques, l'incertitude sécuritaire et la suspension de l'essentiel des aides extérieures sont à l'origine d'une crise économique qui risque de provoquer une révolte populaire. Si les salaires de la fonction publique devraient continuer à être payés pendant les trois prochains mois, les dépenses d'investissement public et privé sont drastiquement réduites et la fermeture de nombreuses petites et moyennes entreprises ou leur baisse spectaculaire d'activité ont sans aucun doute déjà mis au chômage des milliers de personnes à Bamako et dans les villes secondaires.¹⁷ Le reflux important de civils résidents au Nord, notamment à Gao et Tombouctou, vers Bamako où ils ont de la famille, accroît les difficultés financières au quotidien.¹⁸

Selon les premières estimations révisées du gouvernement et du Fonds monétaire international (FMI), le Mali con-

naîtra une croissance économique de l'ordre de -3,1 pour cent à -4,1 pour cent en 2012, soit une forte récession, avec une chute d'activité dans tous les secteurs, même si les productions d'or et de coton ne semblent pas touchées.¹⁹ Les finances publiques seront de leur côté gravement affectées par une baisse des recettes totales estimée à 278 milliards de francs CFA (environ 539 millions de dollars), dont 190 milliards de francs (environ 368 millions de dollars) de dons des partenaires extérieurs gelés qui n'alimenteront pas les caisses de l'Etat.²⁰ Les dépenses publiques devraient être réduites de 461 milliards de francs CFA (environ 894 millions de dollars) cette année, les investissements publics passant d'une prévision de 539 milliards à un montant de 156 milliards (de 1,045 à 302 millions de dollars). Selon les révisions prévues par le gouvernement, les secteurs qui seront les plus affectés par les coupes budgétaires exigées par la situation de crise sont ceux de l'eau et de l'assainissement (-94 pour cent), le service de la dette (-92 pour cent), les transports (-84 pour cent) et l'agriculture (-70 pour cent).²¹

La suspension attendue de certaines subventions qui ont permis jusque-là de maintenir les prix des produits de base risque de provoquer des manifestations populaires dans un contexte politique et militaire extrêmement volatile.²² Les conséquences possibles d'une éventuelle explosion sociale sur les perspectives de stabilité du pays demeurent incertaines. Mais elle pourrait cependant provoquer le scénario du pire : celui d'un chaos à Bamako qui remettrait l'armée au-devant de la scène, peut-être avec d'autres meneurs plus extrémistes, et qui se traduirait aussi par des affrontements entre milices communautaires et groupes armés islamistes dans la zone tampon entre le Nord et le Sud et des exactions contre les civils. Un nouvel effondrement des institutions de l'Etat à Bamako conduirait à un désordre sur l'ensemble du territoire avec des forces armées régulières aussi incontrôlées que les milices et les groupes rebelles du Nord. Dans une telle situation, la crainte de voir des éléments islamistes liés à AQMI déclencher des opérations terroristes à Bamako pourrait devenir une réalité.

Le scénario du pire n'est heureusement pas le plus probable, mais celui de l'enlisement du pays dans une transition à durée indéterminée conduite par des autorités civiles sans légitimité, surveillées par un clan de l'armée davan-

qualifié la Cedeao d'organisation « rebelle » qui empêche le Mali d'aller faire la guerre aux groupes rebelles contrôlant le Nord. Cette affaire des armes bloquées a empoisonné davantage les relations entre les autorités maliennes et l'organisation ouest-africaine et accru l'impopularité de cette dernière auprès d'une partie de la population. Entretiens de Crisis Group, Bamako, 10-15 septembre 2012. Voir aussi « Guinea blocks arms shipment to Mali as distrust grows », Reuters, 6 septembre 2012.

¹⁵ Entretiens de Crisis Group, hauts responsables civils et militaires, Bamako, 13 et 15 septembre 2012.

¹⁶ Pour un rappel sur les blocs politiques qui se sont constitués au lendemain du coup d'Etat de mars 2012, voir le rapport de Crisis Group, *Mali : éviter l'escalade*, op. cit.

¹⁷ Entretiens de Crisis Group, diplomates, humanitaires, opérateurs économiques et témoignages recueillis à Bamako, 9-15 septembre 2012.

¹⁸ Observations de Crisis Group et témoignages de déplacés de Gao installés à Bamako, 14 septembre 2012.

¹⁹ « Mali's economic pillars resist turmoil, for now », Reuters, 17 septembre 2012.

²⁰ « Situation des comptes économiques (estimations gouvernement et FMI) », document obtenu par Crisis Group, septembre 2012.

²¹ « La crise au Mali : analyse de l'impact budgétaire », document préparé par Oxfam, 27 août 2012.

²² Selon les prévisions, les prix à la consommation connaîtront une hausse de l'ordre de 6 pour cent en 2012. « Situation des comptes économiques », op. cit.

tage intéressé par la protection de ses intérêts que par la reconquête du Nord, n'est pas plus rassurant. Une telle impasse politique conjuguée à une paupérisation de la société malienne présenterait un risque sans précédent de radicalisation religieuse et de violences intercommunautaires, encouragées par un esprit de vengeance de la part d'une partie des forces armées humiliées par les pertes humaines subies au Nord, notamment lors de la prise d'Aguelhoc par les rebelles.²³ L'exécution présumée de seize prêcheurs musulmans de la Dawa,²⁴ des Maliens et des Mauritaniens qui se rendaient à un rassemblement annuel à Bamako et qui ne représentaient aucun danger, lors d'un contrôle à Diabaly (environ 400 kilomètres au nord-est de Bamako) par des soldats de l'armée régulière montre que des bavures criminelles qui étaient jusque-là inimaginables sont désormais possibles.²⁵

Les soldats en poste dans les environs de Sévaré, à l'entrée de la zone sous contrôle gouvernemental, sont par ailleurs accusés de brimades et d'exactions lors des contrôles des civils résidents du Nord en déplacement vers Bamako.²⁶ Les personnes à peau claire (Touareg et Arabes notamment) ont quant à elles disparu des bus faisant la navette entre le Nord et le Sud, préférant pour certaines passer par le Burkina Faso pour éviter les contrôles militaires à Sévaré, près de Mopti, avant de redescendre vers Bamako.²⁷ Même si l'ambiance dans la capitale paraît toujours détendue et qu'aucun malaise entre différents segments de la population n'est perceptible, il est incontestable que la confiance entre les sudistes et nordistes « noirs » et les nordistes à peau claire a été gravement affectée par la crise au Nord. Beaucoup, en particulier les militaires, n'oublient pas que la rébellion a commencé non pas avec les islamistes d'Ançar Eddine et du MUJAO, mais avec les indépendantistes touareg du MNLA.

La peur d'une radicalisation religieuse partout dans le pays est désormais présente dans les esprits. Dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal, les islamistes, y compris ceux qui composent allègrement avec les divers trafiquants, ont toute latitude depuis des mois pour recruter des jeunes et des enfants condamnés au désarroi et à l'ennui. Les coups de fouet infligés par les islamistes armés dans les marchés pour avoir fumé une cigarette ou pour un autre comportement jugé déviant, les multiples interdictions en vertu de la charia, les amputations de bras ou de pieds de voleurs sont de graves restrictions de liberté qui pèsent sur les résidents du Nord. Mais ces derniers, abandonnés par l'Etat malien lointain, pourraient bien s'adapter à leur nouvelle vie.²⁸

Au Sud, y compris à Bamako, la montée en puissance des mosquées contrôlées par les courants islamiques rigoristes d'inspiration wahhabite n'est pas un développement nouveau, mais beaucoup s'inquiètent aujourd'hui de la conjonction des événements au Nord avec l'influence grandissante d'un Islam militant et politique dans la sphère publique au Sud. Dans une situation de crise politique, économique et sociale, et de perte des repères, les amalgames ne sont jamais loin et les peurs conjuguées de la montée de l'extrémisme religieux, de la domination de l'espace politique par les coalitions islamiques et d'infiltrations de la capitale par des éléments terroristes d'AQMI peuvent conduire à la fin brutale de la tranquillité légendaire de Bamako. La flambée de violences politico-religieuses de septembre 2012 en Libye, en Egypte, en Tunisie et jusqu'au Niger, où une église a été saccagée à Zinder,²⁹ une première très inquiétante, crée un contexte particulièrement favorable à une contamination du Mali. Plus que jamais, une prudence maximale s'impose dans la recherche d'une solution à la crise.

IV. LES LIMITES DE LA CEDEAO ET LE FACTEUR ALGERIEN

L'absence de chef politique crédible à l'échelle nationale n'est pas compensée par l'existence d'une autorité forte au niveau régional. Les bonnes intentions affichées depuis six mois par la Cedeao, qui a multiplié les sommets de chefs d'Etat, les réunions organisées par la médiation du Burkina Faso et les réunions des chefs d'état-major en vue de la préparation d'une mission au Mali (Micema), ne se sont traduites par aucun résultat probant, excepté le retrait formel de la junte du pouvoir politique. Précipitation dans les prises de décisions importantes, à l'instar de la né-

²³ Voir « Mali : pourquoi les soldats ont disjoncté à Diabali », *Jeune Afrique*, 20 septembre 2012. Sur le massacre d'Aguelhoc en janvier 2012, voir le rapport de Crisis Group, *Mali : éviter l'escalade*, op. cit.

²⁴ Le Jamaat ut-Tabligh, communément appelé Dawa ou tabligh, est un mouvement missionnaire d'origine indienne introduit au Mali à partir du milieu des années 1990. Le tabligh prône un Islam rigoriste de rédemption personnelle et n'a pas de vocation politique, voire condamne le jihad. Sur le tabligh au Mali, voir Bouhleb-Hardy, Grémont, et Guichaoua, *Contestation armée et recompositions religieuses au Nord-Mali et au nord-Niger : perspectives locales*, ministère français des Affaires étrangères, Direction de la prospective, 2009, non publié et le rapport Afrique de Crisis Group N°92, *Islamist Terrorism in the Sahel: Fact or Fiction?*, 31 mars 2005.

²⁵ Sur la tuerie de Diabali, voir « Mali : les civils paient un lourd tribut au conflit », Amnesty International, septembre 2012 et « Mali : pourquoi les soldats ont disjoncté à Diabali », op. cit.

²⁶ Entretien de Crisis Group, déplacées de Gao rencontrées à Bamako, 13 septembre 2012.

²⁷ Ibid.

²⁸ Entretiens de Crisis Group, diplomates, acteurs politiques et déplacés en provenance de Gao, Bamako, 12 et 13 septembre 2012.

²⁹ « Film anti-islam : église saccagée au Niger », *Le Figaro*, 16 septembre 2012.

gociation de l'accord-cadre du 6 avril, choix extrêmement discutable du président Compaoré comme médiateur,³⁰ négligence de la sensibilité nationaliste des élites et de l'opinion publique maliennes,³¹ série de maladroites et d'erreurs commises par la médiation, irréalisme des projets d'intervention militaire en décalage avec les capacités des pays membres, négligence de l'impératif d'un travail diplomatique spécifiquement orienté vers l'Algérie, incontournable pour répondre à la crise au Nord-Mali, ont porté gravement atteinte à la crédibilité de la Cedeao.³²

Sur le plan politique, l'organisation ouest-africaine, incarnée par une médiation burkinabè aussi entreprenante qu'opaque, a cru dans un premier temps pouvoir exercer une influence prépondérante sur les institutions de transition qu'elle a contribué à mettre en place.³³ Mais les acteurs maliens, à commencer par le Premier ministre Diarra, ont activement cherché à consolider leur position plutôt que d'apparaître comme manipulés par le Burkina Faso et soumis aux diktats de la Cedeao.

Cette dernière semble également avoir pensé que la déstructuration de l'armée malienne à la suite du coup d'Etat signifiait qu'elle allait accepter sans grande difficulté une présence militaire extérieure. L'éclatement en plusieurs clans représentés au sein de la junte signifiait, au contraire, que la Cedeao devait s'attendre, au moins à court terme, à ne disposer d'aucun interlocuteur qui pourrait parler au nom de l'armée et définir avec elle les modalités du déploiement d'une mission militaire. Les réunions des chefs d'état-major de la Cedeao à Abidjan puis à Bamako au cours du mois d'août ont montré le degré d'incompréhension entre l'organisation régionale et les militaires maliens.³⁴ La réunion du Conseil de médiation et de sécurité de la Cedeao rassemblant les ministres des Affaires étrangères et de la Défense des pays membres à Abidjan

le 17 septembre a confirmé que les discussions étaient dans l'impasse.³⁵

Sur le plan militaire, la Cedeao a agité très tôt la menace de l'intervention pour aider le Mali à récupérer les régions contrôlées par les mouvements armés islamistes, alors même que l'organisation ne pouvait se lancer dans une telle opération sans un soutien massif, immédiat et multiforme de partenaires extérieurs comme la France, l'Union européenne (UE) et les Etats-Unis. Il n'était pas nécessaire de disposer d'une expertise pointue en stratégie militaire pour savoir que les armées nationales des pays forestiers de l'espace Cedeao n'étaient pas les mieux préparées à intervenir dans un Nord-Mali immense et désertique, face à des groupes armés qui maîtrisent parfaitement ce terrain et qui continuent à s'approvisionner aisément en armes, carburant et autres équipements grâce à leurs réseaux tentaculaires dans le Sahara, de l'Algérie à l'Égypte et au-delà en passant par la Libye, devenue un eldorado pour les trafiquants et les jihadistes.³⁶

Il était également prévisible que l'Algérie ne souhaiterait pas un déploiement de troupes de la Cedeao au Nord-Mali, c'est-à-dire de l'autre côté de sa frontière sud, d'autant plus que ces troupes seraient soutenues par des puissances occidentales, la France en particulier, qui entretient des relations compliquées avec Alger. L'Algérie a exprimé à plusieurs reprises sa préférence pour une « solution politique » au Nord-Mali. Chacun sait qu'elle est, de loin, le pays capable d'exercer une pression forte sur les groupes armés qui y sont installés. Les relations anciennes entre l'actuel chef d'Ançar Eddine, Iyad Ag Ghali, et les services algériens sont par exemple bien connues.³⁷ Le Mali est certes un pays membre de la Cedeao et doit pouvoir compter sur celle-ci en cas de menace grave à son intégrité territoriale, mais il est aussi clair que la sécurité de son vaste Nord, dont le sous-sol est par ailleurs riche en pétrole, uranium et autres ressources naturelles,³⁸ dépend aussi du maintien de relations de confiance entre Bamako et Alger.

La rupture de l'alliance stratégique informelle entre le Mali et son puissant voisin nord-africain au cours des dernières années de présidence ATT est un élément important d'explication de la facilité avec laquelle les islamistes d'Ançar

³⁰ Pour une critique de la médiation entreprise par le Burkina Faso au nom de la Cedeao, voir le rapport de Crisis Group, *Mali : éviter l'escalade*, op. cit.

³¹ Le Burkina Faso était peut-être le moins bien placé dans toute l'Afrique de l'Ouest pour se voir confier la médiation au Mali. Les deux pays ont tout de même connu une guerre ouverte, certes éclair (cinq jours de combats), en 1985 qui a laissé des traces dans les esprits. Ils se disputaient la bande frontalière de Agacher réputée riche en minerais. Des combats aériens et terrestres ont lieu du 25 au 30 décembre 1985. Voir <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve?codeEve=583>.

³² Entretiens de Crisis Group, diplomates, acteurs politiques, militaires, chercheurs, Bamako, 10-15 septembre 2012.

³³ Entretiens de Crisis Group, diplomates, acteurs politiques, chercheurs, Bamako, 10, 12, 13 septembre 2012.

³⁴ Entretiens de Crisis Group, diplomates et haut fonctionnaire, Bamako, 10 et 13 septembre 2012.

³⁵ Entretien de Crisis Group, diplomate, Dakar, 20 septembre 2012.

³⁶ Sur les informations établissant un lien entre les groupes armés présents au Nord-Mali et les groupes terroristes actifs en Libye ainsi que les mouvements des chefs d'AQMI entre le Mali et la Libye, voir « AQIM buys weapons from Libyan rebels – Algerian paper reveals », www.ennaharonline.com, 11 septembre 2012. Et aussi entretien de Crisis Group, diplomate, 13 septembre 2012.

³⁷ Voir le rapport de Crisis Group, *Mali : éviter l'escalade*, op. cit.

³⁸ Entretiens de Crisis Group, chercheur et opérateur économique maliens, Bamako, 10, 11, 13 septembre 2012.

Eddine et d'AQMI ont pris le contrôle du Nord-Mali.³⁹ L'Algérie n'est pas intervenue lorsque les rebelles se sont emparés de la ville stratégique de Tessalit, qui est très proche de la frontière,⁴⁰ et n'ont pas non plus aidé les forces maliennes à tenir Kidal, malgré l'existence d'un comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC) des pays du champ (Mali, Mauritanie, Niger et Algérie) basé à Tamanrasset, dans le Sud algérien. Pour les dirigeants de la transition à Bamako comme pour la Cedeao qui affiche une détermination rhétorique en décalage avec ses limites, un effort diplomatique spécifique en direction de l'Algérie, impliquant des personnalités ouest-africaines qui connaissent réellement les équilibres internes complexes de ce pays, est indispensable et urgent.

Au sein de la Cedeao, la seule puissance militaire et économique, le Nigéria, devrait prendre la responsabilité de dialoguer directement avec l'Algérie sur la sécurité de l'espace sahélo-saharien, d'autant plus qu'elle est confrontée au terrorisme islamiste de la secte Boko Haram, dont les liens avec AQMI, même ténus, sont établis.⁴¹ L'absence d'une autorité forte au sein de la Cedeao, compte tenu des difficultés politiques du pouvoir d'Abuja et de la situation sécuritaire au Nord du Nigéria, fragilise dangereusement l'organisation régionale. Son président en exercice, Alasane Ouattara, dirige quant à lui une Côte d'Ivoire qui se relève certes économiquement mais reste très fragile sur le plan sécuritaire, avec ses milliers d'ex-combattants en déshérence.⁴² Le Burkina Faso de Blaise Compaoré, qui s'est imposé ces dernières années comme médiateur aussi incontournable que controversé dans les crises ouest-africaines, s'est très largement décrédibilisé au Mali et n'est plus en mesure de restaurer la confiance entre la Cedeao et Bamako.⁴³

V. LES POSITIONS DES ACTEURS INTERNATIONAUX

Les principaux acteurs internationaux sont réduits à une attitude attentiste depuis le début de la crise malienne, compte tenu de la confusion persistante au plan politique et militaire à Bamako. La France est la puissance occidentale la plus active. Elle a été à l'origine du vote de la résolution 2056 du Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation au Mali (5 juillet 2012). Sa diplomatie a aussi été la plus loquace, le ministre des Affaires étrangères français Laurent Fabius ayant plusieurs fois déclaré qu'une intervention militaire était inévitable au Nord-Mali et que la France soutiendrait la Cedeao sans toutefois déployer des soldats français sur le terrain.⁴⁴ Consciente du rôle incontournable d'Alger dans la recherche d'une solution à la crise au Nord-Mali, la diplomatie française a pris l'initiative de plusieurs visites qui ne semblent cependant pas avoir fait changer significativement la position algérienne.⁴⁵ La présence d'otages français toujours détenus par un groupe d'AQMI au Nord-Mali reste par ailleurs une contrainte importante.

L'Union européenne (UE), dans le cadre de sa stratégie Sahel, affiche sa disponibilité à appuyer une éventuelle initiative de réforme du secteur de la sécurité au Mali et d'étendre notamment le programme EUCAP, lancé au Niger, au Mali et à la Mauritanie.⁴⁶ Mais l'instabilité institutionnelle à Bamako et l'absence d'une feuille de route pour la transition continuent à geler toute reprise de la coopération. Les Etats-Unis adoptent également une attitude prudente, guidée par l'application stricte de leurs principes de non-collaboration avec des gouvernements issus de coups d'Etat jusqu'à l'organisation d'élections.⁴⁷ Comme d'autres partenaires extérieurs et certains acteurs maliens, ils estiment que seule une élection présidentielle organisée le plus rapidement possible permettra de résoudre le problème de légitimité des autorités politiques et de doter le pays d'un gouvernement capable d'apporter une solution durable à la crise du Nord.

Si le gouvernement malien est conscient de la nécessité de relancer les préparatifs électoraux interrompus par le coup d'Etat et d'envisager toutes les options, y compris celle d'organiser un scrutin présidentiel avant la réunifi-

³⁹ Entretien de Crisis Group, chercheur et ancien diplomate malien, Bamako, 10 et 13 septembre 2012.

⁴⁰ Entretien de Crisis Group, chercheurs, ancien diplomate, Bamako, 10, 11, 13 septembre 2012.

⁴¹ Entretien de Crisis Group, haut fonctionnaire malien, Bamako, 13 septembre. Voir aussi le rapport de Crisis Group, *Mali : éviter l'escalade*, op. cit.

⁴² Voir le briefing Afrique de Crisis Group N°83, *Côte d'Ivoire : poursuivre la convalescence*, 16 décembre 2011.

⁴³ Même la presse burkinabè d'ordinaire rangée derrière le président sur les dossiers internationaux se fait l'écho des critiques qui émaillent l'engagement de Ouagadougou au Mali et même des récentes accusations graves, et non confirmées, de trafic d'armes au profit du MUJAO. Voir « Trafic d'armes : toujours la même histoire sur le Burkina », *Bendré*, 13 septembre 2012.

⁴⁴ Voir le rapport de Crisis Group, *Mali : éviter l'escalade*, op. cit.

⁴⁵ Entretiens de Crisis Group, diplomate et chercheur, Bamako, 10 et 13 septembre 2012.

⁴⁶ Entretiens de Crisis Group, diplomates, Bamako, 12 septembre 2012 et Bruxelles, 19 septembre 2012.

⁴⁷ Entretien de Crisis Group, diplomate, Bamako, 12 septembre 2012. Voir aussi « Crisis in Mali », Congressional Research Service, 16 août 2012.

cation effective du pays,⁴⁸ les chances de voir une élection nationale se tenir dans les six prochains mois sont infimes. Il est cependant indispensable pour le gouvernement et les partenaires extérieurs, notamment les Nations unies, ainsi que les partis politiques et les organisations de la société civile, de travailler à trouver un consensus sur les questions clés comme celle du fichier électoral et la répartition des rôles entre les institutions impliquées dans l'organisation et la surveillance des élections.

Sur le plan militaire, les Etats-Unis sont bien plus effacés que la France, mais leurs experts ont déjà participé aux réunions de planification de la Cedeao. Washington a exprimé sa profonde inquiétude face à la menace que représente AQMI non seulement pour le Mali, mais pour toute la région, y compris le Nigéria, et les agences américaines suivent les événements au Mali avec attention. Cependant, pour plusieurs raisons – y compris l'attention focalisée sur d'autres situations explosives, notamment en Syrie – il est peu probable que les Etats-Unis jouent un rôle militaire direct au Mali. Ils sont en revanche disposés à fournir une aide en matière de renseignement et de communication et à apporter leur concours à la planification d'opérations militaires en cas de sollicitation de la Cedeao, si cette dernière propose une stratégie militaire viable. Même dans ce cas, et dans l'hypothèse où les conditions politiques à Bamako sont également réunies, les Etats-Unis pensent, comme la plupart des analystes, que la mise en œuvre d'une stratégie militaire viable exigera un partenariat plus étroit entre l'ONU et la Cedeao.⁴⁹

Dans un contexte de confusion et de manque d'autorité aux niveaux de l'Etat malien et de la Cedeao, et compte tenu de la gravité de la crise multidimensionnelle que traverse le pays et qui fragilise l'ensemble du Sahel, les Nations unies ont un rôle crucial à jouer. Pendant les derniers mois, le bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) a travaillé sur un document de stratégie intégrée pour le Sahel, qui fera l'objet de discussions lors de la réunion prévue le 26 septembre à New York. Il s'agit pour l'ONU de se doter d'un cadre stratégique pour aider les pays du Sahel à affronter les défis sécuritaires, alimentaires, économiques et sociaux spécifiques à cette région.⁵⁰ Si l'initiative, appuyée par la résolution 2056 du Conseil de sécurité, est positive, il convient d'alerter dès maintenant sur les écueils de ces stratégies globales qui mobilisent des experts internationaux pendant des années sans se traduire par une contribution mesurable à la consolida-

tion des appareils politiques et administratifs des Etats concernés.

Si un seul objectif devait être retenu pour une telle stratégie pour le Sahel, il ne devrait être autre que celui de la restauration ou de la constitution de la capacité des Etats concernés à définir des politiques publiques dans tous les domaines, notamment en matière de sécurité, d'administration du territoire et de développement économique et social. L'une des nombreuses leçons à tirer de la crise malienne est que la conjonction d'appareils étatiques sans direction politique ni vision stratégique et de l'intégration de ces territoires dans une économie criminelle transnationale puissante est une recette certaine pour la corruption des Etats, la pénétration des courants extrémistes religieux dans des sociétés traditionnellement ouvertes et l'importation du terrorisme. La réflexion sur une stratégie intégrée de sécurité et de développement pour le Sahel est bienvenue mais l'urgence pour l'ONU est de prendre ses responsabilités dans la résolution de la crise au Mali, en prenant acte de l'incapacité de la Cedeao à assumer le rôle de chef de file qu'elle entendait jouer.

VI. SAUVER LE MALI : RESPONSABILITES NATIONALE ET INTERNATIONALE

Les messages principaux du rapport de Crisis Group de juillet 2012 sur le Mali sont toujours valides. Il faut remettre sur pied les fondements politiques, institutionnels, sécuritaires et militaires de l'Etat malien pour permettre une reprise de contrôle progressive des trois régions du Nord. Crisis Group maintient que l'option belliqueuse consistant à chercher à reconstituer hâtivement une force militaire pour reconquérir rapidement le territoire perdu doit être écartée à court terme. Rien de significatif n'a été accompli en matière de reconstitution d'une chaîne de commandement cohérente de l'armée au cours des deux derniers mois. Dans le contexte actuel, une offensive de l'armée malienne appuyée par des forces de la Cedeao et/ou d'autres forces a toutes les chances de provoquer davantage de victimes civiles au Nord, d'aggraver l'insécurité et les conditions économiques et sociales dans l'ensemble du pays, de radicaliser les communautés ethniques, de favoriser l'expression violente de tous les groupes extrémistes et d'entraîner l'ensemble de la région dans un conflit multiforme sans ligne de front dans le Sahara.

Le débat sur l'intervention militaire ne se réduit pas à la question de la désirabilité et de la faisabilité de la reconquête des villes de Gao, Tombouctou et Kidal. Le plus dur n'est pas de reprendre des villes tenues actuellement par des combattants qui vivent essentiellement dans leurs pick-up surmontés de mitrailleuses, toujours prêts à se lancer

⁴⁸ Entretiens de Crisis Group, membre du gouvernement et diplomates, Bamako, 10 et 11 septembre 2012.

⁴⁹ Entretiens de Crisis Group, hauts fonctionnaires américains, Washington DC, 11 septembre 2012.

⁵⁰ Sont généralement considérés comme faisant partie du Sahel d'est en ouest : la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad.

sur les routes du désert, mais de savoir comment l'Etat malien pourra contrôler durablement non seulement les capitales régionales mais aussi les immenses espaces du Nord. Sont-ce les soldats de la Cedeao qui s'y installeront aux côtés de leurs homologues maliens ? Des forces spéciales françaises ? Avant de se lancer dans une aventure militaire, il faut décanter les enjeux intercommunautaires maliens, engager un dialogue direct avec l'Algérie sur la sécurité à sa frontière sud, mettre au clair les relations des différents pays avec les groupes armés, rétablir une hiérarchie normale et républicaine dans l'armée malienne et la rééquiper convenablement. Le Mali a et aura besoin de forces de défense et de sécurité soumises au pouvoir politique civil pour espérer sortir entier de cette crise.

Les autorités maliennes de transition doivent enfin prendre la mesure de leur responsabilité historique dans un moment de crise sans précédent. Le président intérimaire Dioncounda Traoré a encore une chance d'améliorer son image en se posant en garant des principes fondamentaux de l'Etat et des valeurs de la société : la démocratie, le respect des libertés, la laïcité, la tolérance religieuse, le caractère sacré des relations pacifiques entre communautés ethniques. Cheick Modibo Diarra ne doit pas confondre son rôle de chef d'un gouvernement de transition avec celui d'un dirigeant chargé de « liquider » l'ancienne classe politique associée au régime d'ATT et de refonder le Mali. Même si sa volonté d'assainir la gestion de l'Etat est sincère, l'heure n'est pas aux règlements de comptes politiques mais à la recherche de l'unité nationale pour éviter au pays de sombrer davantage dans les six prochains mois. Les recommandations du dernier rapport de Crisis Group sur l'impératif d'un dialogue politique impliquant toutes les communautés du Nord et du Sud et les groupes armés qui voudraient y participer restent d'actualité.

Un déclic est nécessaire pour redonner de l'espoir aux Maliens qui ne croient plus à l'existence d'une vision au plus haut niveau politique pour relever les deux défis de la crise du Nord et de l'organisation d'élections d'ici avril 2013, au terme de douze mois de transition. Le président et le Premier ministre doivent urgemment demander à leurs services de répertorier les personnalités maliennes, de préférence retirées de la scène politique, disposant d'une compétence spécifique et d'une expérience avérée dans les domaines de la sécurité intérieure, de l'administration du territoire, de l'organisation des élections, de la décentralisation, de la médiation intercommunautaire et des relations internationales, en particulier de la diplomatie de voisinage. Un groupe informel restreint pourrait alors être constitué et assister le gouvernement à la définition d'une stratégie globale de sortie de crise et à l'élaboration d'une feuille de route réaliste pour les prochains mois. La crise nécessite la mobilisation des meilleures compétences maliennes au-delà des clivages politiques et non une bataille

de positionnement à la tête d'un Etat qui est en train de s'écrouler.

La situation malienne est une menace grave à la paix et à la sécurité internationales et il revient au Conseil de sécurité de l'ONU, de concert avec le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA), de définir le cadre de la réponse internationale et de garantir l'allocation des ressources humaines et matérielles nécessaires. Le secrétaire général de l'ONU doit immédiatement nommer un envoyé spécial pour le Sahel. Compte tenu de la diversité des intérêts sécuritaires, et sans doute économiques et financiers, des pays voisins du Mali, des grandes puissances, et des prolongements des groupes armés du Nord-Mali dans l'espace saharien, l'action de cet envoyé spécial doit se concentrer sur la recherche d'une harmonisation des positions de ces acteurs régionaux et internationaux.

La présence de l'ONU sur le terrain doit être considérablement renforcée pour aider le gouvernement de transition à résister à la crise économique et sociale, à affiner une feuille de route crédible visant le redéploiement progressif de l'Etat dans le Nord, avec un recours ponctuel et ciblé à la force militaire en dernier ressort, et l'organisation d'élections transparentes dans un délai raisonnable. Le dispositif de l'ONU au Mali doit également aider à la préservation de l'Etat de droit en collectant des informations précises sur les violations des droits de l'homme dans tout le pays. En l'absence d'une mission de maintien de la paix de l'ONU, le Conseil de sécurité doit demander au secrétaire général de renforcer le système des Nations unies à Bamako, de l'adapter aux besoins spécifiques générés par la crise et de s'assurer que les rôles sont clairement définis entre le représentant spécial du secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest basé à Dakar, qui pourrait appuyer le processus politique interne au Mali, et l'envoyé spécial pour le Sahel, dont la nomination est attendue et qui serait chargé de la diplomatie régionale et internationale.

Les discussions au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement lors des réunions consacrées au Sahel et à la crise au Mali à New York doivent permettre au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et au Conseil de sécurité de l'ONU de définir une feuille de route pour l'accompagnement international du Mali, assortie d'une répartition claire des rôles et des moyens financiers appropriés. Il est en particulier urgent de :

- nommer un envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Sahel et lui fournir les moyens nécessaires pour œuvrer à un rapprochement des positions des Etats membres de la Cedeao, des pays du champ (Algérie et Mauritanie) et des pays occidentaux, et à l'harmonisation des initiatives de la Cedeao, de l'UA et de l'ONU ;

- ❑ entreprendre, dans le cadre d'une initiative ONU/UA/Cedeao, une mission en vue de l'apaisement des tensions au sein de l'armée malienne pouvant être conduite par un officier général à la retraite d'un pays d'Afrique de l'Ouest jouissant d'une grande autorité morale ;
- ❑ soutenir l'effort de reconstitution des forces de défense et de sécurité maliennes, dans le sens d'un renforcement de leur cohésion, de leur discipline et de leur efficacité ;
- ❑ contribuer à la préservation de l'économie malienne, déjà en crise grave, par une reprise rapide de l'aide extérieure, et répondre favorablement aux demandes d'aide humanitaire d'urgence aux populations civiles ;
- ❑ menacer de sanctions ciblées tous ceux qui entraveraient le fonctionnement normal des institutions de transition à Bamako et le processus de sortie de crise au Nord, et contre toutes les personnes responsables de violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire ;
- ❑ annoncer la création d'une commission d'enquête indépendante des Nations unies sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises sur l'ensemble du territoire malien depuis le début de la rébellion armée, qui devra présenter le plus rapidement possible un rapport au Conseil de sécurité.

l'instabilité dans le Sahel et en Afrique du Nord. L'ONU et en particulier les pays membres du Conseil de sécurité doivent consacrer à cette crise l'attention politique et les moyens matériels qu'elle mérite.

Dakar/Bruxelles, 24 septembre 2012

VII. CONCLUSION

Six mois après le coup d'Etat qui a achevé de déstructurer l'Etat déjà aux prises avec la résurgence d'une rébellion touareg puis des islamistes armés qui ont fini par contrôler tout le Nord, le Mali est toujours plongé dans une grande confusion. Celle-ci résulte en partie des fractures profondes au sein de ses élites politiques, militaires et spirituelles et qui paralyse toute recherche d'un consensus minimal sur la gestion du pouvoir, la définition des priorités et le plan d'action pendant la période de transition. Mais la confusion provient également de l'organisation régionale ouest-africaine, qui a commencé par menacer d'intervention militaire, puis par la préparer sans en avoir les moyens et avant d'avoir pris toute la mesure de la déstructuration de l'Etat malien et de ses forces armées.

La réunion de haut niveau sur le Sahel le 26 septembre à l'ONU ne doit pas servir seulement à discuter d'une stratégie intégrée pour le Sahel ambitieuse à mettre en œuvre lentement au cours prochaines années. Pour le Mali, l'heure n'est plus à la prévention ni au débat. Les six prochains mois seront déterminants. Les dirigeants maliens doivent certes prendre leurs responsabilités et se mettre au travail plutôt que de s'entredéchirer. Mais ils ne sont pas les seuls à avoir contribué à la grave insécurité au Nord-Mali et à

ANNEXE A

CARTE DU MALI



International | **Crisis Group**

WORKING TO PREVENT
CONFLICT WORLDWIDE

International Headquarters

149 Avenue Louise, 1050 Brussels, Belgium · Tel: +32 2 502 90 38 · Fax: +32 2 502 50 38
Email: brussels@crisisgroup.org

New York Office

420 Lexington Avenue, Suite 2640, New York 10170 · Tel: +1 212 813 0820 · Fax: +1 212 813 0825
Email: newyork@crisisgroup.org

Washington Office

1629 K Street, Suite 450, Washington DC 20006 · Tel: +1 202 785 1601 · Fax: +1 202 785 1630
Email: washington@crisisgroup.org

London Office

48 Gray's Inn Road, London WC1X 8LT · Tel: +44 20 7831 1436 · Fax: +44 20 7242 8135
Email: london@crisisgroup.org

Moscow Office

Kutuzovskiy prospect 36, Building 41, Moscow 121170 Russia · Tel: +7-926-232-6252
Email: moscow@crisisgroup.org

Regional Offices and Field Representation

Crisis Group also operates out of over 25 different locations in Africa, Asia, Europe, the Middle East and Latin America.

See www.crisisgroup.org for details.

www.crisisgroup.org